



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
19 novembre 2009  
Français  
Original : anglais

---

**Première session ordinaire de 2010**

19-22 janvier, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Questions financières, budgétaires et administratives**

**Examen à mi-parcours des arrangements en matière  
de programmation pour la période 2008-2011**

*Résumé*

Le cadre de programmation pour 2008-2011 joue un grand rôle dans l'action menée par le PNUD pour obtenir des résultats en matière de développement. Il constitue un mode de financement essentiel en offrant un dispositif qui utilise les ressources de programme ordinaires pour répondre aux besoins des programmes de pays et appuyer la réalisation des objectifs du plan stratégique. L'examen à mi-parcours faisant l'objet du présent rapport a deux grands axes : accroissement de la marge de manœuvre et de la capacité d'adaptation aux besoins des pays de programme, et nouveaux efforts de rationalisation dans le contexte du plan de ressources intégré.

S'agissant de l'accroissement de la marge de manœuvre et de l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme, l'examen à mi-parcours a permis de recenser plusieurs domaines dans lesquels il serait utile d'apporter des améliorations : affectation aux pays à revenu intermédiaire d'une masse critique de ressources de programme; remplacement du revenu national brut par habitant actuellement utilisé comme principal critère aux fins de l'application de la méthode de calcul des montants ciblés pour l'allocation des ressources de base (MCARB); augmentation de l'appui apporté aux pays touchés par la crise afin de disposer d'une masse critique de ressources de programme; et création d'une allocation spécifique, prélevée sur les ressources de programme, destinée à appuyer les activités du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). Le PNUD a l'intention d'élaborer des propositions concrètes à ce sujet et d'en saisir le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2011.



Pour ce qui est de la rationalisation du cadre de programmation dans le contexte du plan de ressources intégré, l'examen à mi-parcours a abouti à plusieurs propositions qui seront soumises au Conseil pendant la session en cours et qui consistent, d'une part, à aligner l'actuel cadre de programmation sur le plan stratégique du PNUD pour 2008-2011, prorogé jusqu'en 2013, en prorogeant également le cadre de deux ans pour qu'il couvre la période 2008-2013, et, d'autre part, à procéder à l'intérieur des programmes à plusieurs reclassements concernant les rubriques fixes des programmes et les conseillers mondiaux.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte .....	4
II. Accroissement de la marge de manœuvre et de l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme .....	5
III. Rationalisation des arrangements en matière de programmation dans le contexte du plan de ressources intégré .....	10
IV. Considérations diverses .....	14
V. Recommandations soumises au Conseil d'administration pour décision .....	15
<b>Annexes</b>	
1. Cadre de programmation, 2008-2011.....	17
2. Le dispositif MCARB .....	18
3. Répartition des ressources allouées au titre des MCARB-2 pour la période 2008-2011 .....	19
4. Résultats obtenus dans un certain nombre de pays en matière de renforcement des capacités ..	20

## I. Contexte

1. Dans sa décision 2007/33 approuvant les arrangements en matière de programmation pour 2008-2011, le Conseil d'administration a demandé au PNUD de lui présenter un rapport sur l'examen de ces arrangements à mi-parcours à sa deuxième session ordinaire de 2009. La présentation de ce rapport a par la suite été reportée à la première session ordinaire de 2010, celle du budget d'appui biennal pour l'exercice 2010-2011 ayant été différée.

2. Le cadre de programmation pour 2008-2011 joue un grand rôle dans l'action menée par le PNUD pour obtenir des résultats en matière de développement, car il constitue un mode de financement essentiel en offrant un dispositif qui utilise les ressources ordinaires affectables au programme pour répondre aux demandes des pays de programme et appuyer la réalisation des objectifs définis dans le plan stratégique. Le PNUD a rendu compte des orientations de sa stratégie, de son efficacité et de sa contribution aux résultats en matière de développement prévus dans le plan stratégique dans le rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre du plan stratégique pour la période 2008-2011 (DP/2009/11).

3. Depuis l'adoption en 1995 de la décision portant création du cadre de programmation, celui-ci n'a pas été sensiblement modifié. L'examen à mi-parcours qui fait l'objet du présent rapport est l'occasion de réfléchir aux moyens d'améliorer ce cadre pour qu'il suive l'évolution des priorités du PNUD. On a retenu deux grands axes : accroissement de la marge de manœuvre et de l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme, et nouveaux efforts de rationalisation dans le contexte du plan de ressources intégré.

4. Au chapitre II, on a dressé une liste des domaines qu'il serait utile de renforcer, en élaborant pour cela des propositions concrètes pour la nouvelle période de programmation. Certaines de ces propositions ont été incorporées aux chapitres III et IV, pour examen par le Conseil d'administration.

5. L'examen à mi-parcours s'inspire aussi de trois décisions importantes :

a) La résolution 63/232 de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci a remplacé par un examen quadriennal l'examen triennal complet des activités opérationnelles;

b) La décision 2009/9 du Conseil d'administration intitulée « Rapport annuel de l'Administrateur, y compris la mise en œuvre opérationnelle et la prolongation du plan stratégique du PNUD, 2008-2011 »;

c) La décision 2009/22 du Conseil d'administration sur la méthodologie et l'angle d'approche concernant le budget d'appui biennal du PNUD pour 2010-2011, dans laquelle le Conseil a approuvé l'adoption d'une conception générale du plan de ressources intégré mettant l'accent sur la transparence et la responsabilisation, la forte corrélation entre le budget d'appui biennal et les arrangements en matière de programmation, et une classification plus claire des activités et des coûts.

## II. Accroissement de la marge de manœuvre et de l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme

### Principes

6. En ce qui concerne la marge de manœuvre et l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme, l'examen à mi-parcours permet de constater un certain nombre de problèmes qui influent négativement sur la contribution que le PNUD peut faire en réponse aux demandes qui lui sont adressées, et ce quelle que soit la catégorie de revenu à laquelle un pays appartient – pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire ou pays contributeur net. Les examens précédents ont porté sur deux grandes questions : les principes qui sous-tendent le mandat du PNUD et les rubriques de programme utilisées pour répartir les ressources. Il faut à présent s'attacher à établir une corrélation plus fine entre ces deux domaines en ce qui concerne les programmes de fond.

7. Le mandat du PNUD repose sur trois grands principes : prévisibilité, universalité et progressivité. Par prévisibilité, on entend le fait de recevoir régulièrement, en quantité suffisante, les ressources qui constituent l'assise financière grâce à laquelle le PNUD peut affirmer son caractère multilatéral et universel. Ce principe de prévisibilité est particulièrement important dans le cas des ressources ordinaires. La crise économique mondiale et la forte volatilité des taux de change posent de sérieux problèmes à l'organisation, notamment pour ce qui est de ses orientations stratégiques et de sa viabilité, ainsi que de sa capacité à appuyer les objectifs de développement des pays de programme. La possibilité de mener le plan stratégique à son terme pourrait être compromise si le montant des contributions volontaires était inférieur aux objectifs fixés dans le plan de ressources intégré que le Conseil d'administration a approuvé dans sa décision 2007/32.

8. Le principe d'universalité signifie que tous les pays éligibles sont en mesure de participer aux programmes de développement du PNUD. L'une des manifestations de ce que le PNUD entend par là est le fait qu'il soit présent « physiquement » dans tous les pays de programme, y compris les pays contributeurs nets<sup>1</sup>. Ce principe a des incidences directes en termes de masse critique minimum des ressources ordinaires affectables aux programmes relatifs aux différents pays. Qui plus est, en raison du caractère limité des ressources ordinaires et du principe de progressivité exposé ci-après, le volume des ressources ordinaires programmables est souvent très faible dans le cas des pays à revenu intermédiaire et inexistant dans le cas des pays contributeurs nets. Dans ces pays, le plus difficile pour le PNUD est bien souvent de trouver des moyens d'agir en faveur du développement de manière significative et crédible.

9. Le principe de progressivité veut que la majeure partie des ressources ordinaires affectées aux activités menées dans les pays de programme soit réservée aux pays à faible revenu et aux pays les moins avancés. Il est appliqué au moyen

<sup>1</sup> Les pays contributeurs nets sont ceux dont le revenu national brut par habitant de 2005, calculé selon la méthode de la Banque mondiale, est supérieur à 5 500 dollars. Il ne peut leur être alloué de ressources au titre des MCARB ou du budget d'appui biennal, sauf pour couvrir les dépenses relatives au Coordonnateur résident. Toutefois, un pays qui vient d'entrer dans cette catégorie bénéficie d'une période de grâce de quatre ans pendant laquelle il continue à bénéficier des ressources provenant du budget d'appui biennal et de 60 % de l'allocation à laquelle il avait droit antérieurement au titre de la facilité MCARB-1.

d'une méthode de répartition consistant à allouer 85 à 91 % des ressources au titre des MCARB-1 et MCARB-2 aux pays à faible revenu et au moins 60 % aux pays les moins avancés. Cette contrainte liée au principe de progressivité joue en partie contre le principe d'universalité car elle empêche la constitution d'une masse critique de ressources ordinaires affectables à des programmes intéressant les pays à revenu intermédiaire et les pays contributeurs nets.

### **Corrélation avec les programmes de fond**

10. Le plan stratégique définit les orientations des activités du PNUD dans tous les pays de programme, quelle que soit la catégorie de revenu à laquelle ils appartiennent. Toutefois, compte tenu des observations faites aux paragraphes 6 à 9 ci-dessus, le PNUD recommande au Conseil d'administration d'étudier la possibilité d'affecter une masse critique de ressources ordinaires aux pays à revenu intermédiaire afin d'appuyer les programmes nés de demandes spécifiques et les activités visant à l'efficacité du développement les plus importantes pour eux. Cette proposition est conforme aux débats de l'Assemblée générale dont il est rendu compte au paragraphe 11 ci-après. Cette allocation comblerait le hiatus existant entre le principe d'universalité et le principe de progressivité et permettrait de recentrer le débat relatif au dispositif MCARB et aux questions qu'il soulève quant à l'affectation des ressources.

11. L'Assemblée générale s'intéresse actuellement à la question de la coopération pour le développement avec les pays à revenu intermédiaire, qui fait l'objet d'un rapport du Secrétaire général sur le rôle des Nations Unies dans la promotion du développement (A/64/253). En fait, dans un projet de résolution dont elle a été saisie, l'Assemblée « constate que les pays à revenu intermédiaire continuent à se heurter à d'énormes difficultés dans les efforts qu'ils déploient pour atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et, à cet égard, souligne qu'il importe de fournir un appui international, sous diverses formes, qui soit conforme aux priorités et aux politiques de développement nationales pour répondre aux besoins de développement de ces pays ». À l'avenir, pour élaborer ses propositions relatives aux pays à revenu intermédiaire, le PNUD s'appuiera sur ces débats et résolutions.

### **Le dispositif MCARB**

12. Adopté en 1997, le dispositif MCARB se compose de trois volets : MCARB-1, MCARB-2 et MCARB-3. Conformément aux arrangements en vigueur en matière de programmation, le montant de la base de ressources programmable annuelle, soit 700 millions de dollars, est affecté à hauteur de 650,6 millions de dollars à quatre rubriques de programmes variables et de 49,4 millions à huit rubriques de programme fixes. On trouvera à l'annexe 1 un tableau récapitulatif des différentes rubriques constituant le cadre de programmation. L'annexe 2 est un bref descriptif du dispositif MCARB.

13. Quatre points importants relatifs au dispositif ont été passés en revue pendant l'examen à mi-parcours : la méthode de calcul des MCARB-1, les seuils de classement du volet MCARB-1, les critères régissant l'allocation des MCARB-2 et le suivi de leur utilisation, et la « masse critique » des MCARB-3.

*MCARB-1*

14. Le premier critère utilisé dans la méthode de calcul des MCARB-1 est le revenu national brut par habitant. La principale critique qui lui est adressée est que s'il représente le revenu national moyen, un indicateur de la richesse généralement admis, il ne rend pas compte de divers aspects importants de la pauvreté, comme les inégalités en matière de revenu, de conditions sociales, de santé, de longévité et de sécurité, qui sont au cœur du mandat confié au PNUD dans le domaine du développement. Autrement dit, le revenu national brut par habitant employé seul n'est peut-être pas le moyen optimal d'allouer les ressources de programme aux différents pays, dans la mesure où cette méthode fait abstraction de la demande ou des besoins en services du PNUD. C'est pourquoi celui-ci recommande d'étudier à nouveau d'autres méthodes.

15. Le PNUD a déjà réalisé, avec un succès mitigé, plusieurs études techniques portant sur l'utilisation d'autres critères, notamment l'indicateur du développement humain, des éléments de cet indicateur, le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil international de pauvreté et le revenu national brut par habitant exprimé en termes de parité du pouvoir d'achat. S'il présente l'avantage de mieux refléter le mandat du PNUD, l'indicateur du développement humain soulève des difficultés d'ordre politique et d'acceptation des données. Il est prévu de lui consacrer un forum international en 2010 avec pour objet de l'affiner. Il se peut donc que sa méthode de calcul soit modifiée. L'utilisation du pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté ou bien du revenu national brut exprimé en termes de parité du pouvoir d'achat sont des options qui n'avaient pas été recommandées en raison de problèmes liés à la disponibilité ou à la cohérence des données.

*Seuils MCARB-1*

16. Pour déterminer l'allocation attribuée à un pays donné au titre des MCARB-1, le PNUD classe les pays de programme dans l'une des trois catégories déterminées par le revenu national brut par habitant :

- a) Pays à faible revenu : revenu national brut par habitant égal ou inférieur à 1 050 dollars;
- b) Pays à revenu intermédiaire : revenu national brut par habitant compris entre 1 051 et 5 500 dollars;
- c) Pays contributeurs nets : revenu national par habitant supérieur à 5 500 dollars.

17. Par ailleurs, le PNUD réserve aux pays à revenu intermédiaire, au titre des MCARB-1, un montant minimum de 350 000 dollars par an provenant des ressources ordinaires allouées aux programmes. Les données relatives au revenu national brut par habitant ont été actualisées en application de la décision 2007/33. En 2008, le Bhoutan est passé de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire, tandis que le Botswana, les îles Cook et Nioué sont passés de cette dernière catégorie à celle des pays contributeurs nets en phase de transition.

18. Alors que le PNUD utilise toujours ces trois catégories, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a décidé récemment d'aligner son système de classification sur la base de seuils sur celui de la Banque mondiale, qui distingue quatre groupes :

- a) Pays à faible revenu : revenu national brut par habitant inférieur ou égal à 905 dollars;
- b) Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) : revenu national brut par habitant compris entre 906 et 3 595 dollars;
- c) Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) : revenu national brut par habitant compris entre 3 596 et 11 115 dollars;
- d) Pays à revenu élevé : revenu national brut par habitant égal ou supérieur à 11 116 dollars.

19. L'UNICEF a porté de 600 000 à 750 000 dollars le montant minimum annuel des ressources ordinaires allouées aux programmes. Suivre cet exemple au PNUD aurait des incidences importantes sur la répartition des MCARB-1 entre les pays actuellement classés dans l'une des trois catégories existantes (pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire et pays contributeurs nets). Le PNUD recommande néanmoins d'étudier à titre indicatif l'incidence qu'aurait la révision des seuils utilisés pour déterminer les MCARB-1 pays par pays.

#### *MCARB-2*

20. Le principal objectif des MCARB-2 reste le renforcement des capacités nationales aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une priorité absolue pour le PNUD. Toutefois, l'appui apporté grâce aux MCARB-2 n'est pas distinct ou différent des autres formes d'appui à la réalisation de ces objectifs, dont le financement est assuré en grande partie par les MCARB-1 et d'autres ressources. L'allocation des MCARB-2 est fondée sur trois critères :

- a) Capacités nationales nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à la formulation de politiques et plans d'action en faveur du développement humain;
- b) Capacités nationales de mise en œuvre des stratégies et objectifs de développement;
- c) Valorisation des possibilités de développement et d'activités commerciales.

21. Les ressources disponibles au titre des MCARB-2 sont allouées par la direction du PNUD, en fonction des demandes émanant des pays de programme et des critères établis. On trouvera à l'annexe 3 des renseignements sur leur répartition par région et par catégorie de revenu. Les demandes reçues des pays de programme énoncent clairement les priorités et les domaines pour lesquels un appui est souhaité, et sont conformes au dispositif régissant l'affectation des MCARB-2. Elles portent en majorité sur le suivi, l'analyse et la communication des progrès accomplis dans le développement humain et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; les capacités de recherche et de diagnostic à l'appui des approches macroéconomiques, sectorielles et relatives à la gouvernance; les capacités

infranationales concernant le développement local intégré et la fourniture de services; et les capacités nationales concernant le suivi des résultats obtenus en matière de développement et l'attribution des responsabilités en la matière.

22. Étant donné le caractère composite des modes de financement du PNUD, il n'est pas possible de déterminer précisément la part des résultats obtenus à l'échelon d'un pays qui peut être attribuée aux MCARB-2. Toutefois, comme il ressort du rapport annuel pour 2008 axé sur les résultats, l'amélioration du système de gestion axée sur les résultats donne la possibilité d'étudier l'utilisation de ces ressources dans certains pays pour mieux comprendre les conditions de leur optimisation. L'annexe 4 donne un bref aperçu des résultats obtenus, dans des pays de programme sélectionnés, en matière de développement des capacités dans les domaines bénéficiant de cette catégorie de ressources. On trouve aux paragraphes 16 à 20 et 35 à 40 du rapport sur la mise en œuvre du plan stratégique (DP/2009/11) un exposé des principaux résultats obtenus et défis rencontrés en matière de développement des capacités. Étant donné que les MCARB-2 ne représentent que 6 % environ des ressources ordinaires et autres affectées aux programmes pour la période 2008-2011, cette manière de rendre compte de leur utilisation semble la plus rationnelle et la plus intéressante sur le plan stratégique.

23. La formule des MCARB-2 donne une marge de manœuvre dans l'allocation des ressources du fait qu'elle repose sur d'autres critères que le revenu national brut par habitant. C'est ce qui a permis aux bureaux régionaux d'affecter une part relativement plus importante de ces ressources à des programmes de pays comprenant des initiatives clefs conformes aux critères établis. Cela étant, il faudrait envisager de lier plus étroitement les volets MCARB-2 et MCARB-3 du dispositif, compte tenu de la nécessité de créer des conditions propices au développement dans les pays touchés par la crise (MCARB-3) avant de pouvoir procéder au renforcement des capacités nationales aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (MCARB-2). Comme on l'a déjà indiqué, les règles régissant la répartition des MCARB entre pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire créent des contraintes qui pèsent sur l'utilisation des MCARB-2, en particulier dans les régions où le nombre de pays à faible revenu étant limité, la marge de manœuvre est insuffisante pour que des ressources additionnelles puissent être allouées aux pays à revenu intermédiaire afin de les aider à atteindre les objectifs du Millénaire.

24. Il reste difficile d'analyser les résultats obtenus grâce à la facilité MCARB-2, les ressources allouées à ce titre se confondant avec celles allouées au titre des MCARB-1. Le PNUD continuera donc d'en rendre compte dans le contexte général des résultats obtenus en matière de développement, qui sont présentés dans les rapports annuels et les rapports à mi-parcours sur la mise en œuvre du plan stratégique.

### *MCARB-3*

25. Le PNUD alloue des ressources au titre des MCARB-3 aux pays en situation de crise ou autre situation spéciale. Il peut s'agir de pays menacés par un conflit imminent ou particulièrement exposés à des catastrophes naturelles. Nombre d'entre eux ont subi une grave désorganisation de capacités nationales ou locales essentielles, ou ont été désignés par le Conseil de sécurité ou la Commission de consolidation de la paix comme connaissant une situation d'après conflit à caractère

urgent. Ces pays sont de plus en plus nombreux à demander une aide qui leur permette de prévenir les crises, d'y faire face et de se rétablir, tout en créant les conditions d'une transition sans heurt vers des activités plus traditionnelles centrées sur la réalisation de programmes ou l'efficacité de l'aide au développement. L'allocation de ressources au titre des MCARB-3 a pour objet d'apporter un soutien dans les cas suivants : a) réponse à une crise soudaine; b) prévention d'un conflit; c) réduction des risques de catastrophe; et d) relèvement rapide.

26. Le PNUD devrait renforcer l'appui apporté aux pays touchés par la crise et faire campagne simultanément auprès des donateurs pour mobiliser des ressources autres que les ressources de base. Au vu de la diminution de ces ressources autres, qui ont jusque-là financé la majeure partie des activités de prévention des crises et de relèvement, le Conseil d'administration pourrait envisager d'augmenter la part des ressources ordinaires affectées au dispositif MCARB-3 afin que celui-ci atteigne une masse critique. Cela étant, le principe qui doit guider toute augmentation du montant alloué à la facilité MCARB-3 est le souci d'apporter une aide plus efficace aux pays touchés par une catastrophe naturelle ou une crise, ainsi que le Conseil d'administration l'a demandé au PNUD dans sa décision 2001/4.

#### **FENU**

27. Dans sa décision 2007/34, le Conseil d'administration a demandé au PNUD « de fournir au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), à titre exceptionnel, un montant de 6 millions de dollars pour 2008 et de déployer de nouveaux efforts, en collaboration avec le FENU, pour assurer à celui-ci des ressources stables en soutenant des programmes communs avec le FENU aux niveaux national, régional et mondial ». Pour la période 2009-2011, le PNUD a fourni au Fonds des ressources additionnelles provenant directement des programmes régionaux. Il faudrait réfléchir à la possibilité de prévoir un financement direct des activités du FENU dans les futurs arrangements en matière de programmation.

### **III. Rationalisation des arrangements en matière de programmation dans le contexte du plan de ressources intégré**

#### **Le plan de ressources intégré**

28. Le plan de ressources intégré vise à présenter de manière cohérente et transparente les activités, les coûts et les allocations budgétaires du PNUD et, ce faisant, à renforcer leur articulation avec les objectifs de développement et les objectifs institutionnels de l'organisation et ses plans d'action. On espère ainsi améliorer la planification axée sur les résultats, la prestation des services fournis sur demande pour appuyer les objectifs de développement des pays de programme et la prise de décisions.

29. Comme le souligne le rapport sur la méthodologie et l'angle d'approche concernant le budget d'appui biennal du PNUD pour 2010-2011 (DP/2009/30), les catégories qui servent à présenter les données budgétaires pour information ou décision ne se prêtent pas à une répartition logique ou cohérente des activités et des coûts à l'intérieur du cadre de programmation et du budget d'appui biennal, ni entre les deux instruments.

30. Devant cet état de choses, le Conseil d'administration a adopté la décision 2009/22 dans laquelle, afin d'améliorer la transparence, la responsabilisation et l'harmonisation, il a approuvé quatre grandes catégories d'activités et de dépenses y afférentes : a) développement; b) gestion; c) coordination des initiatives de développement des Nations Unies; et d) fins spéciales.

### **Le cadre de programmation**

31. En son état actuel, le cadre de programmation n'établit pas une distinction suffisamment claire entre les activités relatives aux programmes et celles concernant l'efficacité de l'aide au développement. Au lieu de cela, il distingue des rubriques de programme individuelles, considérées comme « variables » ou « fixes », la différence entre ces deux catégories reposant principalement sur l'importance relative et le montant des ressources ordinaires disponibles. Les montants alloués aux rubriques variables, qui sont les plus importants, augmentent ou diminuent en fonction de l'évolution du volume des ressources ordinaires disponibles, tandis que ceux alloués aux rubriques fixes, plus faibles, ne peuvent évoluer qu'à la baisse. Les rubriques variables servent à financer les facilités offertes aux pays au titre des MCARB-1 et MCARB-2, les programmes régionaux, les programmes mondiaux et les activités portant sur la prévention des crises et le relèvement (MCARB-3). Les rubriques fixes financent diverses activités de fond indispensables qui concernent les activités de sensibilisation à l'échelle mondiale et celles relatives à l'efficacité de l'aide au développement : coopération Sud-Sud; programme de déploiement d'économistes; intégration transversale de la question de l'égalité des sexes; services d'appui au développement; appui aux coordonnateurs résidents; Programme d'assistance au peuple palestinien; Rapport sur le développement humain; et Bureau des études sur le développement.

32. Outre les rubriques variables et fixes indiquées ci-dessus, et conformément à la décision 2009/22, les programmes et les activités concernant l'efficacité de l'aide au développement font l'objet des distinctions ci-après :

a) *Programmes.* Sont regroupées sous cet intitulé les ressources servant à financer les programmes de pays, les programmes régionaux et les programmes mondiaux entrepris par le PNUD dans ses quatre grands domaines d'activité. Il s'agit des ressources (rubriques de programme) prévues dans le cadre de programmation pour financer les programmes et projets de développement à l'échelon des pays (MCARB-1, MCARB-2 et MCARB-3), à l'échelon mondial (programme mondial) et à l'échelon régional (programmes régionaux). S'y ajoutent huit rubriques de programme fixes servant à financer différentes activités multisectorielles à plus petite échelle, dont certaines pourraient être reclassées comme il est proposé ci-après (voir par. 33 et 37);

b) *Activités concernant l'efficacité de l'aide au développement.* Cette catégorie regroupe les fonctions et activités dont le PNUD doit s'acquitter pour exécuter efficacement des programmes et projets de qualité. Il s'agit de la prestation des services consultatifs, techniques et d'exécution considérés comme indispensables pour obtenir les résultats attendus des programmes et projets prévus dans les quatre principaux domaines d'activité du PNUD.

33. Afin de préciser la distinction entre les activités concernant les programmes et celles relatives à l'efficacité de l'aide au développement, on s'efforcera dans les paragraphes qui suivent de décrire brièvement comment les secondes, que l'on

retrouve sous toutes les rubriques de financement des programmes, viennent s'insérer dans le cadre de programmation. On trouvera également ci-après des recommandations visant à améliorer leur intégration au cadre. La seule exception concerne l'appui aux activités des coordonnateurs résidents (16 millions de dollars par an), qu'il est recommandé d'inclure dans la catégorie plus large intitulée « Coordination des initiatives de développement des Nations Unies ».

### **Efficacité de l'aide au développement**

34. La définition des activités visant à l'efficacité de l'aide au développement et leur classement dans l'une des deux sous-catégories d'activités relatives au développement ont été proposés dans le rapport sur la méthodologie et l'angle d'approche concernant le budget d'appui biennal du PNUD pour 2010-2011, que le Conseil d'administration a approuvé dans sa décision 2009/22. À ce sujet, deux points méritent d'être soulignés :

a) Aucune des propositions ne réduit les allocations par pays faites au titre des MCARB pour financer les programmes de pays et les activités visant à prévenir les crises et à faciliter le relèvement;

b) Les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement sont limitées, pour le moment, aux apports (postes et frais généraux de fonctionnement connexes) fournis à l'échelon des pays et des régions pour appuyer directement les programmes de pays sous forme de services consultatifs relatifs à l'élaboration des programmes et de services d'appui à leur exécution.

35. Dans sa décision 2008/32 relative à l'évaluation du troisième cadre de coopération mondiale et au programme mondial pour 2009-2011, le Conseil d'administration a prié l'Administrateur, « dans le contexte des propositions qui lui seront soumises conformément à sa décision 2008/1 tendant à réaligner la classification des coûts des activités du PNUD, d'inclure des propositions sur la classification future des capacités en matière de services consultatifs de l'organisation ». Dans le cadre de la suite donnée à cette décision et en s'appuyant sur un examen interne de ses services centraux chargés des programmes, le PNUD a noté qu'il consacrait l'équivalent de 52 postes d'administrateur recruté sur le plan international et les frais généraux de fonctionnement connexes, soit 14 millions de dollars par an environ financés au titre du programme mondial, à la prestation de services consultatifs directement liés à l'élaboration des programmes de pays et fournis par les bureaux régionaux et les bureaux de pays. Les activités ainsi financées sont donc considérées comme des activités visant à l'efficacité de l'aide au développement conformément aux propositions figurant dans le document DP/2009/30. Les autres conseillers dont les postes sont financés au titre du programme mondial sont affectés au siège.

36. La base annuelle de programmation dont le Conseil d'administration a approuvé l'imputation sur les ressources ordinaires pour financer les activités de développement du PNUD est actuellement de 700 millions de dollars. La révision du classement des coûts approuvée dans la décision 2009/22 aura pour effet de porter ce montant à 744 millions de dollars<sup>2</sup>. Le PNUD estime que le montant des

---

<sup>2</sup> L'augmentation nette de 44 millions de dollars se compose d'un montant de 60 millions de dollars provenant du budget d'appui biennal, transféré à la suite de la révision des arrangements en matière de programmation (efficacité de l'aide au développement) et fondé sur la révision de

programmes sera de l'ordre de 648 millions de dollars (87,1 %), soit à peu près le même qu'aujourd'hui en valeur nominale. Le solde, soit 96 millions de dollars environ<sup>3</sup> (12,9 %), serait affecté aux activités visant à l'efficacité de l'aide au développement.

37. On a passé en revue les sept autres rubriques fixes de programme afin de déterminer la meilleure manière de les classer. Il est proposé de procéder comme suit :

a) *Programme d'assistance au peuple palestinien*. Il s'agit d'un programme spécial financé selon des modalités spécifiques et constitué d'activités correspondant à la définition des programmes indiquée plus haut. Comme ce programme est unique en son genre du fait qu'il a pour objet d'appuyer non pas un pays ou une région mais un groupe de population particulier, il est proposé de le considérer comme une activité de programme distincte et différente;

b) *Rapport sur le développement humain*. Le développement humain est au cœur du mandat du PNUD et de l'action qu'il mène aux échelons mondial, régional et national. Le rapport aide le PNUD dans son effort mondial de mobilisation en faveur du développement humain en incitant les pays de programme à incorporer cette dimension dans leurs programmes et politiques de développement, un impératif pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le PNUD propose de considérer cette activité comme une activité de programme distincte et différente;

c) *Bureau des études sur le développement*. Le rôle du Bureau est d'identifier et de diffuser de nouvelles approches du développement, de l'économie et des problèmes mondiaux. Sa fonction est d'aider les pays de programme à intégrer l'analyse des grandes orientations et l'étude des problèmes de fond que pose le développement dans leurs programmes et politiques de développement. Le PNUD propose de la considérer comme une activité de programme distincte et différente.

d) *Intégration transversale de la question de l'égalité des sexes*. Cette activité transversale fait partie intégrante des programmes mondiaux, régionaux et de pays et informe tous les aspects de l'action du PNUD. Il est proposé de la classer parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement.

e) *Coopération Sud-Sud*. La coopération Sud-Sud a pour objet le partage Sud-Sud de données d'expérience, de connaissances spécialisées et de savoirs, dans le but de les intégrer aux programmes nationaux, régionaux et interrégionaux et d'introduire des modalités économiques de coopération. Le PNUD propose de la classer parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement.

---

la classification des coûts des bureaux de pays et sur les nouveaux investissements stratégiques proposés, diminué d'un montant de 16 millions de dollars réaffecté à la coordination des initiatives de développement des Nations Unies.

<sup>3</sup> Le montant de 96 millions de dollars affecté à « l'efficacité de l'aide au développement » comprend 60 millions de dollars provenant de modifications du budget d'appui biennal fondées sur la révision de la classification des coûts des bureaux de pays et sur les nouveaux investissements stratégiques proposés, 14 millions de dollars provenant de modifications concernant le programme mondial et 22 millions de dollars provenant de réaffectations concernant l'intégration transversale de la question de l'égalité des sexes, la coopération Sud-Sud, les services d'appui au développement et le programme de déploiement d'économistes.

f) *Services d'appui au développement.* En principe, pour appuyer ces services, la direction des bureaux de pays engage à court terme des conseillers nationaux et régionaux indépendants, dont la mission consiste souvent à faire « décoller » le processus de programmation. Le PNUD propose de classer ces services parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement.

g) *Programme de déploiement d'économistes.* Ce programme a essentiellement pour objectif de déployer dans les bureaux de pays, en Afrique subsaharienne principalement, des économistes chargés de donner des conseils d'ordre économique afin de faciliter l'élaboration de politiques en faveur des pauvres et de stratégies de croissance sans exclusive, ainsi que la mise en place de processus de planification fondés sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Le PNUD propose de le classer parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement.

38. Enfin, il a été décidé de classer parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement les activités des bureaux de pays figurant actuellement dans le budget d'appui biennal, avec les dépenses y afférentes, exécutées par du personnel chargé pour l'essentiel de fournir des services consultatifs à l'élaboration des politiques ou des services d'appui à l'exécution des programmes. Il a également été décidé de classer parmi les activités visant à l'efficacité de l'aide au développement certaines des activités concernant la coopération Sud-Sud ainsi que la prévention des crises et le relèvement, qui figurent dans le budget d'appui biennal avec les dépenses connexes, et consistent en services consultatifs et services d'appui à l'exécution des programmes fournis par du personnel assimilable à du personnel de bureau de pays spécialisé. Ces activités sont inscrites dans le projet de budget du PNUD pour l'exercice biennal 2010-2011 (DP/2010/3). Le montant total des dépenses en question est de l'ordre de 60 millions de dollars par an.

#### IV. Considérations diverses

39. Compte tenu de la résolution 63/232 de l'Assemblée générale instituant un cycle quadriennal pour l'examen complet des activités opérationnelles et de la décision 2009/9 par laquelle le Conseil d'administration a porté à six ans la durée du plan stratégique (2008-2013), le PNUD recommande de proroger de deux ans la période couverte par les arrangements en matière de programmation, laquelle irait de 2008 à 2013, comme celle couverte par le plan stratégique prorogé.

40. On notera toutefois que le fait de proroger de deux ans, jusqu'en 2013, les arrangements en matière de programmation aurait un certain nombre d'incidences en ce qui concerne les points suivants :

a) Le calendrier d'établissement de propositions concrètes relatives aux questions prioritaires à soumettre au Conseil d'administration pour examen (voir chap. II ci-dessus);

b) Les modalités officielles d'incorporation des propositions approuvées dans le cadre de programmation;

c) L'effet de ces propositions sur l'affectation des ressources des années 2012 et 2013.

41. En conséquence, le PNUD recommande que toutes les questions justifiant l'élaboration de propositions concrètes soient présentées au Conseil d'administration pour examen à sa deuxième session ordinaire de 2011. Cela permettrait de les intégrer aux prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2012-2013, dont le Conseil sera également saisi à cette session. De plus, on aurait ainsi le temps de s'assurer que les deux cadres de financement sont conformes aux orientations de l'organisation telles que confirmées par l'examen à mi-parcours du plan stratégique, dont le Conseil examinera les résultats à sa session annuelle de 2011.

## **V. Recommandations soumises au Conseil d'administration pour décision**

42. Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations ci-après consistant à :

a) Proroger de deux ans les arrangements en matière de programmation, qui porteraient sur la période 2008-2013, afin de les aligner sur le plan stratégique (2008-2013);

b) Approuver les propositions ci-après visant à rationaliser les arrangements en matière de programmation dans le contexte du plan de ressources intégré;

i) S'agissant des conseillers mondiaux financés au titre du programme mondial, approuver le transfert du programme mondial aux activités visant à l'efficacité de l'aide au développement d'un montant équivalent au coût de 52 de ces conseillers affectés hors siège et les frais généraux de fonctionnement y afférents;

ii) En ce qui concerne le classement actuel des rubriques fixes, approuver leur incorporation aux catégories de dépenses ci-après :

- Appui aux activités des coordonnateurs résidents : coordination des initiatives de développement des Nations Unies
- Programme d'assistance au peuple palestinien : programme
- Rapport sur le développement humain : programme
- Bureau des études sur le développement : programme
- Intégration transversale de la question de l'égalité des sexes : efficacité de l'aide au développement
- Coopération Sud-Sud : efficacité de l'aide au développement
- Services d'appui au développement : efficacité de l'aide au développement
- Programme de déploiement d'économistes : efficacité de l'aide au développement

43. Afin d'accroître la marge de manœuvre et l'aptitude à répondre aux demandes des pays de programme, le Conseil d'administration est invité à envisager de consacrer ultérieurement un débat aux questions ci-après :

a) Affectation aux pays à revenu intermédiaire d'une masse critique de ressources ordinaires sur la base d'une stratégie précise, établissant des liens avec la répartition générale de ces ressources;

b) Étude de solutions autres que l'emploi du revenu national brut par habitant comme principal critère de calcul des MCARB-1, assortie de l'analyse à titre indicatif des incidences qu'aurait la révision des seuils actuellement utilisés pour déterminer les allocations attribuées à chaque pays au titre de cette facilité;

c) Augmentation de l'appui apporté aux pays touchés par une crise en augmentant la part des ressources ordinaires programmables allouées à la facilité MCARB-3, afin que le PNUD dispose d'une masse critique de ressources pour cette activité;

d) Création d'une allocation expressément destinée à financer les activités du FENU, imputable sur les ressources ordinaires programmables.

44. Le Conseil d'administration est invité à décider que toutes les questions justifiant l'élaboration de propositions concrètes devront lui être présentées pour examen à sa deuxième session ordinaire de 2011.

## Annexe 1

## Cadre de programmation, 2008-2011

<i>Base de ressources : 700 millions de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Montant annuel (Millions de dollars)</i>
<b>Rubriques variables</b>		
MCARB-1 et MCARB-2	78,8	512,7
MCARB-3	7,2	46,8
Programmes régionaux	9,0	58,6
Programme mondial	5,0	32,5
<b>Total, rubriques variables</b>	<b>100,0</b>	<b>650,6</b>
<b>Rubriques fixes</b>		
Programme de coopération Sud-Sud		4,5
Bureau du Rapport sur le développement humain		6,7
Bureau des études sur le développement		1,8
Programme de déploiement d'économistes		7,0
Intégration transversale de la question de l'égalité des sexes		3,2
Programme d'assistance au peuple palestinien		3,2
Services d'appui au développement		7,0
Appui au coordonnateur résident		16,0
<b>Total, rubriques fixes</b>		<b>49,4</b>
<b>Total général</b>		<b>700,0</b>

## Annexe 2

### Le dispositif MCARB

1. Les ressources ordinaires allouées par le PNUD aux différents programmes de pays sont déterminées conformément au dispositif fixant des montants ciblés pour l'allocation des ressources de base (MCARB).
2. Dans sa décision 95/23 sur les nouveaux arrangements en matière de programmation pour 1997-1999, le Conseil d'administration a décidé d'introduire un nouveau mécanisme à trois niveaux de montants ciblés pour l'allocation des ressources de base (MCARB), offrant une plus grande souplesse pour l'allocation de ressources à l'échelon des pays<sup>4</sup>. Conformément au cadre de programmation pour 2008-2011 (décision 2007/33), 78,8 % des ressources ordinaires affectées aux rubriques variables sont réservées aux programmes de pays, au titre des facilités MCARB-1 et MCARB-2, chacune représentant 50 % de leur part globale. Le montant affecté à la facilité MCARB-3 est fixé à 7,2 % du montant des ressources ordinaires affectées aux programmes au titre des rubriques variables.
3. L'allocation au titre des MCARB-1 représente le montant des ressources qui peuvent être mises à la disposition d'un pays de programme donné pendant l'exercice. Il est calculé conformément à la méthode de répartition approuvée, qui suit la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant et la population totale étant les principaux critères. Ce calcul effectué, les allocations MCARB-1 sont immédiatement affectées aux pays de programme.
4. En termes monétaires, les allocations au titre des MCARB-1 n'ont qu'un caractère indicatif dans la mesure où elles sont fondées sur un objectif, le montant cible total des ressources ordinaires prévues pour financer les programmes pendant l'exercice. Cet objectif pourra ou non être atteint, suivant le montant effectif des contributions volontaires. Les réductions qu'il faut apporter aux montants alloués aux pays au titre des MCARB-1 en cas d'écart négatif entre le montant effectif des ressources prévues pour financer les programmes et l'objectif fixé sont réparties entre toutes les allocations.
5. Le volet MCARB-2 a pour objet de donner à l'Administrateur la faculté d'allouer des ressources à des activités à fort impact et puissant effet de levier, et de dégager des ressources supplémentaires pour répondre aux besoins de renforcement des capacités nationales qu'il faut satisfaire d'urgence dans les pays de programme afin de faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces allocations sont ensuite affectées par le PNUD aux pays de programme.
6. Le mécanisme des MCARB-3 a été établi pour permettre à l'Administrateur de réagir rapidement et avec souplesse aux besoins des pays qui, au regard du développement, sont dans une situation particulière. Les allocations faites à ce titre ont pour objet d'apporter une aide dans les cas suivants : a) réponse à une crise soudaine; b) prévention d'un conflit; c) réduction des risques de catastrophe; et d) relèvement rapide.

---

<sup>4</sup> Le choix d'un système à trois niveaux est expliqué dans le document DP/1995/15 (par. 12 à 19).

## Annexe 3

### Répartition des ressources allouées au titre des MCARB-2 pour la période 2008-2011\*

(En milliers de dollars États-Unis)

#### Répartition par région

<i>Région</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<b>Total</b>	<i>Pourcentage du total</i>
Afrique	120 644	119 674	159 882	133 400	<b>533 600</b>	53
Amérique latine et Caraïbes	70 595	70 595	70 595	70 595	<b>282 380</b>	28
Asie et Pacifique	15 588	15 388	18 438	16 455	<b>65 869</b>	7
États arabes	13 122	12 703	12 767	12 864	<b>51 456</b>	5
Europe et Communauté d'États indépendants	18 132	18 132	17 620	16 437	<b>70 321</b>	7
<b>Total général</b>	<b>238 081</b>	<b>236 492</b>	<b>279 301</b>	<b>249 751</b>	<b>1 003 626</b>	<b>100</b>

#### Répartition par niveau de revenu

<i>Niveau de revenu</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<b>Total</b>	<i>Pourcentage du total</i>
Pays à faible revenu	202 819	203 111	241 221	213 110	<b>860 262</b>	86
Pays à revenu intermédiaire	33 409	31 538	36 132	34 441	<b>135 521</b>	14
Pays contributeurs nets en phase de transition	1 853	1 843	1 948	2 199	<b>7 843</b>	1
<b>Total général</b>	<b>238 081</b>	<b>236 492</b>	<b>279 301</b>	<b>249 751</b>	<b>1 003 626</b>	<b>100</b>

#### Répartition entre les pays les moins avancés et les autres

<i>Niveau de développement</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<b>Total</b>	<i>Pourcentage du total</i>
Pays les moins avancés	151 415	151 757	184 006	158 797	<b>645 977</b>	64
Pays autres	86 666	84 735	95 295	90 954	<b>357 649</b>	36
<b>Total général</b>	<b>238 081</b>	<b>236 492</b>	<b>279 301</b>	<b>249 751</b>	<b>1 003 626</b>	<b>100</b>

\* À ce jour, les ressources allouées au titre des MCARB-2 jusqu'en 2011 ont été débloquées à hauteur de 40 %.

## Annexe 4

### Résultats obtenus dans un certain nombre de pays en matière de renforcement des capacités

Les rapports annuels pour 2008 reçus des bureaux de pays dans le cadre du dispositif renforcé de gestion axée sur les résultats ont permis de réunir des informations sur les progrès enregistrés en matière de renforcement des capacités nationales aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de la mise en œuvre des politiques et plans de développement humain. C'est par le biais de ces rapports qu'il est rendu compte des résultats obtenus dans ces domaines grâce aux MCARB-2. On trouvera ci-après une brève description des principales activités de renforcement des capacités menées dans un certain nombre de pays et des résultats obtenus.

**Bangladesh.** Le PNUD a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre de plans et stratégies de développement nationaux visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que le renforcement des capacités nationales nécessaires pour évaluer et chiffrer les besoins associés à la réalisation de ces objectifs. Les capacités des collectivités locales et d'autres parties prenantes ont été renforcées afin qu'elles puissent participer à la planification des actions à mener à l'échelon local pour atteindre les objectifs et à la prestation de services d'appui au développement, une initiative qui a contribué à améliorer les conditions de vie dans 349 communautés urbaines. Le PNUD a également appuyé le renforcement d'institutions publiques locales situées en zone rurale ou urbaine, en dispensant à 1 100 représentants locaux une formation aux modalités participatives d'établissement et de mise en œuvre de plans. Un appui de même nature à la gestion de fonds a contribué au succès de 1 512 projets communautaires financés au moyen de subventions à caractère général.

**République démocratique du Congo.** Le PNUD a appuyé l'élaboration d'un deuxième rapport national sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement contenant un plan devant permettre d'atteindre ces objectifs par étapes d'ici à 2015. Sept secteurs ont chacun fait l'objet d'un état des lieux et d'une évaluation des besoins. Le PNUD a aussi appuyé l'établissement d'un cadre budgétaire à moyen terme et d'un système cohérent de suivi et d'évaluation des résultats. Il a également appuyé l'élaboration d'une politique nationale de prise en considération systématique par l'État de la question de l'égalité des sexes et la mise au point de stratégies visant à l'intégration transversale de cette question à l'échelon des provinces.

**Ghana.** Le PNUD a appuyé le renforcement de la capacité de la Commission nationale de planification du développement et des services statistiques nationaux pour les aider à maîtriser les problèmes faisant obstacle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et à accélérer le processus. Dans le rapport annuel sur la stratégie de réduction de la pauvreté, on a fait le point du degré de réalisation des OMD à l'échelon national, en mettant l'accent sur les contributions sectorielles. Les rapports sur le développement humain à l'échelon mondial, national et au niveau des districts ont stimulé le dialogue sur les grandes orientations et les débats relatifs au changement climatique, à l'insertion sociale et au VIH/sida. Afin de donner davantage de retentissement aux objectifs du Millénaire pour le développement, on a intensifié l'effort de mobilisation en créant une

instance parlementaire qui est le lieu d'un débat entre les responsables politiques. Pour sensibiliser davantage encore les responsables politiques des districts et les associations représentant la société civile, le PNUD a appuyé la recherche de moyens de subsistance viables, la transposition au niveau local des objectifs du Millénaire et l'initiative dite « Villages du Millénaire ».

**Mongolie.** Le PNUD a soutenu l'élaboration d'une stratégie nationale de développement fondée sur les objectifs du Millénaire pour le développement, que le Parlement a adoptée au début de 2008 pour en faire le point de départ de l'établissement des plans et budgets à court et moyen terme. Des orientations socioéconomiques, des indicateurs de la réalisation des OMD et un mécanisme d'établissement de rapports ont été élaborés pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la stratégie approuvée. Un système unique de suivi des objectifs a été établi; il prévoit un flux d'informations à double sens entre le public et l'Administration. On a renforcé les capacités des collectivités locales et des associations représentant la société civile en appuyant des initiatives visant à promouvoir les OMD et à les transposer à l'échelon local dans six régions pilotes. Grâce à un module de gouvernance ayant comme vecteur l'enquête annuelle sur la situation socioéconomique des ménages, on a pu établir à l'échelon des provinces et des districts des rapports sur les OMD définissant des objectifs locaux.

**Nigéria.** Le PNUD a facilité le suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de ceux définis dans la stratégie nationale d'émancipation économique et de développement. Il a également appuyé à l'échelon fédéral le plan-cadre pour l'élaboration de statistiques par État, ainsi que l'évaluation et le chiffrage des besoins relatifs à la réalisation des OMD dans 16 États. Pour la première fois, des rapports sur la réalisation de ces objectifs à l'échelon infranational ont été établis dans 14 États, ce qui permet de disposer de références essentielles pour la planification et l'intensification d'initiatives visant à transposer localement les objectifs.

**Pakistan.** Le PNUD a aidé ce pays à renforcer les capacités nationales et locales nécessaires à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de politiques en faveur des pauvres mettant l'accent sur l'égalité des sexes et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'exécution d'un programme révisé de stratégie de réduction de la pauvreté étant l'une des modalités retenues. Plus de 2 300 femmes, conseillères ou fonctionnaires, ont reçu une formation axée sur la conception et la mise en œuvre à l'échelon des provinces et des districts d'initiatives en faveur des pauvres tenant compte de la situation des femmes.